

Suite « Pauvre de vous ! »

Depuis 20 ans le nombre de personnes emprisonnées en France a augmenté de 45%, les sursis et les peines conditionnelles sont en chute libre, la durée moyenne de la peine a été multipliée par 2 ; nous sommes loin du « laxisme de la justice » dénoncé par certains. Ici aussi, c'est la population la plus défavorisée qui est concernée : la moitié des prisonniers n'ont qu'un niveau d'étude primaire, la même proportion était sans emploi au moment de l'incarcération, 1 sur 6 sans domicile fixe. Ici aussi s'étend le « social panoptisme », la surveillance généralisée des « populations à risques » par l'instauration de fichiers policiers, sociaux et fiscaux destinés à se croiser. De la police comme technique de gouvernement des hommes...

Loïc Wacquant considère qu'en 1999, date de la publication de son essai, la France peut encore résister à l'offensive néolibérale. En 2004, le constat est plus amer.

Démantèlement de l'Etat social : « réformes » des retraites, suspension des allocations chômage, RMA, précarisation massive et concertée de l'emploi, « déremboursement » de nombreux médicaments et préparation d'un « réforme » de l'assurance maladie...

Renforcement de l'Etat pénal : loi sur la « sécurité quotidienne » d'octobre 2001 (déréglementation de la fouille des véhicules et des perquisitions, criminalisation de la fraude dans les transports en commun), loi sur la « sécurité intérieure » de février 2003 dite loi Sarkozy (systématisation des contrôles d'identité, criminalisation de la « mendicité agressive », du regroupement dans les halls d'immeubles, de l'outrage au drapeau et à l'hymne national), ouverture de centres fermés pour mineurs délinquants, reprise des expulsions par charters de sans papiers, réforme de la justice avec notamment la procédure du « plaider coupable »...

Impossible de tout citer, chaque jour nous amène de nouveaux exemples. Quelques mots en guise de conclusion provisoire.

Imaginer l'Etat comme un Janus omnipotent qui tantôt, de sa main gauche, nourrit et tantôt, de sa main droite, punit, revient à se réduire à l'impuissance. Nous ne sommes pas des enfants en attente d'un geste, d'un regard venu « d'en haut » (d'où ?).

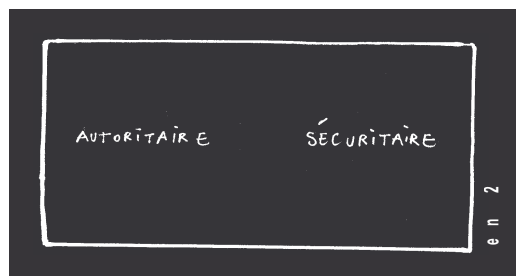
Pourquoi ne pas penser L'Etat comme une tension, un discours, un rapport de force à (re)construire ?

« ...la perspective de la sécurité de l'existence facilite la direction des individus, bien que ce soit selon une méthode totalement différente de celle des disciplines. » Michel Foucault, *Dits et Ecrits* Tome 4, 1980-1988.

Certes, la charité consentie a goût de renoncement. Les droits acquis racontent une autre histoire et brillent d'autres éclats.

Bx

Rance Inter



Description d'une séance d'entraînement matinal sur le service public. 6h45 : lever. 6h55 : l'adjointe-chef Jeanperrin donne les instructions du jour (dégraissage du mammoth, exercices de tir sur chômeurs nantis, puis balayage de la salle des acquis sociaux pour le vin d'honneur en présence de François Chèreque et Ernest-Antoine Seillère). 7H00 : le planton de nuit passe le commandement au Colonel Paoli, qui demande au sergent de service de lire à voix haute les incidents inscrits sur la main-courante. 7h05 : lever des couleurs par le caporal-chef Gaillard, en direct du Palais Brognard... Et le reste à l'avenant. Morceaux choisis :

France Inter, lundi 19 janvier, 6h55. "Mode d'emploi", rubrique "économique". La journaliste "économique" Brigitte Jeanperrin interroge l'expert "économique" qui traîne à ce moment-là dans les couloirs de Radio France ("économique" a sans doute ici le sens de "modique, peu coûteux, au rabais", car on verra, par ce qui suit, qu'il ne peut avoir le sens de "spécialisé dans le domaine des connaissances touchant l'économie").

- L'expert : *"La Sécurité Sociale perd 55 millions d'euro à l'heure. 55 millions d'euro à l'heure, la France est en excès de vitesse"*.

- Brigitte J'en-Perds-Pas-Une : *"Faut-il imaginer l'équivalent d'une loi Sarkozy pour sanctionner cet excès de vitesse?"*

- Réponse du Monsieur qui a fait tout plein d'études : *"Oui, car on peut réellement parler d'un état d'insécurité sanitaire."*

Ô la belle ellipse ! Vous n'aimez pas l'insécurité routière, les ivrognes qui fauchent des vies innocentes au volant de leur engin de mort, tout ça ? Eh bien, l'insécurité sanitaire, c'est un peu pareil que l'insécurité routière. La preuve ? Ça commence par "insécurité" et ça finit par "ère". Donc il faut appliquer la même politique aux chauffards de la Santé (pauvres qui se gavent de gélules aux frais du contribuable, médecins qui prescrivent en état d'ébriété, etc.) qu'aux voyous de la route. Mais au fait, quel est ce remède miracle, au juste ? Ça, l'histoire ne le dit pas, mais une chose est sûre : c'est Sarko qui s'en charge...

France Inter, mercredi 21 janvier, 8h30. Revue de presse d'Yves Decaen. "...Comme si les troupes <syndicales> venaient à douter d'elles-mêmes. Alors, c'est le moment d'en profiter. D'autant qu'une majorité des Français est d'accord <avec l'instauration d'un service minimum>" Devinette : Yves de Caen est-il en train de citer Ernest-Antoine Seillère ou Alain Madelin ? ("C'est le moment d'en profiter" semble donner un léger avantage au Baron). Perdu ! Ce n'est ni l'un, ni l'autre, c'est juste son "lancement" avant de lire des morceaux choisis dans la presse du jour sur le sujet des grèves dans le transport...

Edouard

La suite de cet article sur le site www.cetace.org